



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 16/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI PFD

116 RUE CELESTIN DUBOIS
59119 Waziers

Références : 246-2025
Code AIOT : 0003801504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement SCI PFD implanté Rue Lamendin Friche du Renard 62141 Évin-Malmaison. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI PFD
- Rue Lamendin Friche du Renard 62141 Évin-Malmaison
- Code AIOT : 0003801504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a fait l'objet d'une demande d'autorisation en 2017 par la société SCCV EMALMAISON, autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2019-109 du 10 mai 2019 concernant un bâtiment logistique situé sur la commune de EVIN-MALMAISON sur le site de la Friche Renard (zone concernée par le plan d'intérêt général autour de l'ex-site « Métaleurop »). Le site a été autorisé et classé Seveso « seuil bas ». Il est constitué d'un bâtiment principal d'une surface plancher de 77 106m² qui comprend 6 cellules de stockage "sprinklées" d'un peu moins de 12 000m².

Suite à une réorganisation du site avec une diminution des produits dangereux et la réalisation d'un transit de matières classées, il a été procédé à un déclassement de Seveso en autorisation par arrêté préfectoral n°2022-151 du 27 juin 2022.

Les activités principales sont les suivantes :

Rubrique 1510-1 (stockage en entrepôt) comprenant :

- Une emprise au sol de 71 923m²
- 6 cellules de surface unitaire de 12 000m² et de hauteur au faîtage de 13,45m pour un volume total de 967 362 m³.

Rubrique 4220.2 (local spécifique) avec un passage en transit de cartouches de fusils et de balles dans leur emballage de transport, classées en division de risque 1.4. (quantité totale de matière active équivalente : 400kg)

Un "porter à connaissance" portant sur plusieurs modifications a été déposé, ce dernier a été plusieurs fois mis à jour et est en cours d'instruction (PACV4).

Un changement d'exploitant a été déclaré en 2023, avec pour nouvel exploitant « SCI PFD » sous la forme juridique d'une SCI (numéro de SIRET : 85354460900011), ayant pour mandataire associé la Holding immobilière Bils.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens internes de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 27/06/2022, article 1.1.11	Demande d'action corrective	3 mois
2	Local Sprinklage	AP Complémentaire du 27/06/2022, article 1.1.12	Demande d'action corrective	3 mois
3	ATELIER DE CHARGE DES ACCUMULATEURS	Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 8.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	MODIFICATIONS	Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 1.7.1.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux éléments de correction devront être apportés, l'un porte sur une bouche d'incendie ou poteau qui présente une pression insuffisante, l'autre sur un élément électronique de l'installation du groupe motopompe du système automatique de type "sprinklage" qui doit être changé.

Une modification d'évolution des salles de charge doit être portée à la connaissance de la préfecture.

Un porter à connaissance portant sur l'installation automatisée doit être soumis notamment au SDIS et transmis à la préfecture pour instruction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens internes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/06/2022, article 1.1.11
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens internes de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : La défense incendie est assurée par : (...) La défense incendie est assurée par : <ul style="list-style-type: none">• un réseau de 11 poteaux incendie répartis autour de l'entrepôt permettant d'assurer un débit simultané de 360 m3/h (120 m3/h sur 3 poteaux en simultané) associés à une réserve privée de 720 m3 et une motopompe de 360 m3/h, (...) L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours). L'entrepôt est équipé d'une installation fixe d'extinction automatique. (...) Tous les moyens• seront contrôlés périodiquement par un organisme agréé et les résultats seront consignés dans un registre de sécurité tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. (...)
Constats : Il est vérifié et constaté lors de l'étude documentaire, sur le plan nommé « Plan d'intervention du site », la présence à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie pour chaque accès extérieur de chaque cellule. L'exploitant a transmis le rapport de maintenance des poteaux incendie en date du 25/03/2024. Premier point : Il est constaté, à la lecture du rapport, qu'il n'a pas été effectué une mesure simultanée sur trois bouches d'incendie tel que défini par l'article 1.1.11 de l'arrêté préfectoral du 27/06/2022, mais uniquement sur deux. Ce défaut est également relevé sur les mesures de 2023. Bien que l'installation soit récente, il est échangé sur la nécessité de vérifier les bonnes mesures de vérification effectuées lors des maintenances par l'exploitant. L'exploitant indique que la prochaine maintenance aura lieu en fin du mois et que la consigne sera donnée. Il est proposé à l'exploitant de transmettre ce rapport à l'inspection. Ce dernier a été transmis post inspection et démontre bien la bonne consigne de vérification effectuée en date du 25/03/2025 sur trois bouches d'incendie et qui ne révèle pas de non-conformité sur le niveau de pression simultané. Il

n'est pas donné de suite administrative sur ce point.

Deuxième point :

Le dernier rapport de maintenance des poteaux et bouches d'incendie faite en date du 31/03/2025, indique une non-conformité portant sur le poteau ou la bouche d'incendie n°220. Ce dernier présentait en 2024 une incertitude notée sur le rapport de maintenance avec un débit légèrement en dessous des 180 m³/h et est actuellement relevé à 85 m³/h (indiqué non conforme sur le rapport)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à une mise en conformité de ce poteau ou bouche d'incendie n°220, sous trois mois, à compter de la date de signature du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Local Sprinklage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/06/2022, article 1.1.12

Thème(s) : Risques accidentels, Local Sprinklage

Prescription contrôlée :

Le bâtiment est protégé par un système d'extinction automatique (sprinkler).

Les pompes du réseau d'extinction automatique sont installées dans un local spécifique, elles sont alimentées en eau par 2 réserves de 652 m³ chacune selon la norme et le type de sprinklage choisi.

Ce local présente les caractéristiques suivantes :

- séparation du local des autres locaux techniques par un mur REI 120 ;
- toiture coupe-feu REI120 (de degré 2 heures) ;
- accessibilité au local uniquement depuis l'extérieur ;
- ventilation naturelle.

Il est implanté dans l'enceinte du site, le long de la façade Nord de la cellule 6, séparé de la cellule 6 par la paroi REI 120 de la cellule.

La réserve de gasoil disposera d'un bac de rétention.

En cas d'écoulement accidentel, le personnel disposera de produits absorbants permettant de récupérer tout écoulement susceptible de provoquer une pollution des sols. Les déchets produits doivent être traités par un récupérateur compétant. »

Constats :

Le groupe motopompe est doublé et utilise 8 batteries couplées deux par deux, soit quatre batteries par pompe.

L'exploitant a transmis les rapports de visite du groupe motopompe du système d'extinction automatique de type « sprinkler » en date du 27/10/2024 et du 07/02/2025.

Le rapport du 27/10/2024 présente une anomalie électronique portant sur une tension de chargement non attendue.

Le rapport du 07/02/2025 indique le changement d'un chargeur et mentionne en observation la nécessité de changer le composant électronique nommé « Black Box » en place.

L'exploitant indique que l'anomalie électronique observée fin 2024, n'étant pas « évidente », n'a pu être résolue par le changement d'un chargeur mais a éliminé cette piste de recherche de panne. Il est donc nécessaire aujourd'hui de changer l'élément électronique nommé « Black Box ». L'exploitant indique que cette anomalie n'a jamais entravé le démarrage du groupe et que ce dernier est toujours resté opérationnel. Il a en effet été procédé au démarrage des deux groupes qui se sont correctement mis en route. L'exploitant indique que la pièce dite « Black Box », très spécifique, nécessite un délai pour être reçue après commande et installée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la commande de la pièce devant être changée afin de résoudre l'anomalie observée sous trois mois à compter de la date de signature du présent rapport et d'en informer l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : ATELIER DE CHARGE DES ACCUMULATEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 8.1

Thème(s) : Risques accidentels, ATELIER DE CHARGE DES ACCUMULATEURS

Prescription contrôlée :

Les chariots utilisés pour le transport interne des marchandises sont des chariots électriques. Leurs batteries sont quotidiennement rechargées. Cette opération se fait dans des locaux de charge spécialement aménagés à cet effet.

Les 2 locaux de charge sont situés en façade Ouest de la cellule no 1 et en façade Est de la cellule no 3. Leur puissance de charge totale est de 250 kW.

Les murs séparant les locaux de charge de l'entrepôt sont CF 4 2H (REI 120), conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 17 août 2016 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510, y compris ceux relevant également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement .

La couverture est réalisée en homogénéité avec celle de l'entrepôt, soit BRoof(t3). La toiture et les parois donnant vers l'extérieur sont des parois faibles ».

Ces locaux de charge sont équipés d'un système de désenfumage à ouverture manuelle représentant 1 % de la surface des locaux.

Les portes donnant sur l'entrepôt sont des portes coulissantes et/ou des portillons piétons CF 2H (EI 120) et munies d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Les portes des issues de secours du local de charge donnant sur l'extérieur sont pare-flamme de degré 1/2 h.

Le sol est incombustible et recouvert d'une peinture résistante aux acides, recouvrant également les murs sur 1 m de hauteur.

Les locaux de charge seront équipés de cuvette de béton pour récupération des liquides acides avec regard borgne.

Les locaux sont équipés d'une ventilation mécanique qui permet le renouvellement de l'air et évite la formation d'un mélange hydrogène/air, pouvant être explosible.

La charge des batteries est couplée à un détecteur d'hydrogène.

En cas de défaillance du système de ventilation du local de charge, l'alimentation électrique de celui-ci sera automatiquement coupée.

Constats :

Il a été vérifié dans les deux salles de charge la coupure de l'alimentation lors d'une interruption du fonctionnement de la ventilation. Un agent qualifié a procédé à la coupure de la ventilation via un disjoncteur du panneau électrique.

Il est constaté :

- La coupure de la salle de charge de la cellule 5.
- L'absence de coupure de la salle de charge de la cellule 2.

Le site se compose d'une centaine d'engins élévateurs, dont environ 40 % sont automatisés. Les salles de charge sont réservées comme suit : l'une pour les engins automatiques, l'autre pour les engins manuels.

Concernant la salle de charge 2, l'exploitant indique :

- Procéder actuellement au remplacement complet de son parc d'engins élévateurs fonctionnant avec des batteries au plomb par des engins élévateurs fonctionnant uniquement avec des batteries lithium.
- Qu'il n'utilise plus, au jour de l'inspection, d'engins élévateurs fonctionnant avec des batteries au plomb qui peuvent émettre un dégagement d'hydrogène lors de la charge.
- Que les deux salles de charge sont en cours de modification afin d'être adaptées pour une mise en charge dédiée à des engins élévateurs utilisant uniquement des batteries lithium.
- Que le but est de permettre la coupure de la ventilation, qui n'a plus de sens dans cette nouvelle configuration et qui refroidit inutilement la salle et l'entrepôt par une ventilation importante avec l'air extérieur. La réglementation permet en effet de ne plus utiliser la ventilation en l'absence de charge de batteries au plomb.

Il est rappelé que toute modification, même allant dans le sens d'une moindre dangerosité (dans ce cas d'émission d'hydrogène), doit faire l'objet d'un Porter à Connaissance (PAC) auprès de la préfecture.

L'exploitant précise également que, dans le cadre de cette modification, il souhaite ne pas procéder au dépôt de l'ancien dispositif de charge conditionné au fonctionnement de la ventilation, afin de permettre une remise en service si nécessaire en cas de changement de locataire devant utiliser une salle de charge au « plomb ».

Lors de l'inspection, il est bien constaté l'absence de charge dédiée à des batteries « plomb » et la mise en attente des engins au plomb dans une partie de l'entrepôt en vue d'être retirés du site.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'évolution du procédé de chargement des engins élévateurs. • La moindre dangerosité du chargement en cours. • L'instruction en cours du PACv4, non finalisé. • Le souhait de permettre la mise en place d'un système pouvant permuter soit uniquement pour charger des engins élévateurs équipés de batteries au plomb, soit uniquement des engins élévateurs équipés de batteries lithium. • L'absence, au jour de l'inspection, d'utilisation d'engins élévateurs équipés de batteries au plomb dans l'installation. <p>Il est demandé à l'exploitant d'effectuer une mise à jour du PACv4 actuellement en cours d'instruction en indiquant les changements portant sur les salles de charge, en apportant tous les éléments techniques nécessaires concernant les modifications des salles de charge en démontrant notamment les garanties de sécurité et de maintenance mis en place ainsi que en indiquant la conservation, par basculement, de l'ancien système de chargement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : MODIFICATIONS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 1.7.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PORTER A CONNAISSANCE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par l'exploitant aux installations visées par le présent arrêté, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet du Pas-de-Calais avec tous les éléments d'appréciation, en application de l'article R.181-46-II du Code de l'Environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est demandé à l'exploitant d'expliquer le fonctionnement des engins élévateurs automatisés, notamment lors du déclenchement d'une alarme. Il est compris les éléments suivants :</p>

Les cellules 1 et 4 automatisées sont délimitées par un grillage. Le site dispose d'environ 40 automates élévateurs, répartis en deux catégories distinctes :

- * Automates de petit format : Ces équipements transportent des stocks en volumes réduits depuis les emplacements situés en bout de rayonnage jusqu'aux points de dépôt répartis dans l'ensemble de l'établissement. Ils sont capables de sortir de la zone grillagée par des sorties adaptées prévues à cet effet et donc de se confondre avec les zones utilisées par le personnel.
- * Automates de grand format : Ils effectuent le transport des éléments exclusivement entre les rayonnages et les emplacements situés en bout de rayonnage. Leur déplacement se limite strictement à l'intérieur des rayonnages.

Des capteurs, installés au niveau des sorties de la zone automatisée, détectent toute entrée de personnel et immobilisent immédiatement les automates de grand format pour prévenir tout risque d'accident.

En cas de déclenchement d'une alarme incendie :

- Les automates de grand format, circulant uniquement dans les rayonnages, s'immobilisent immédiatement, pouvant potentiellement obstruer certains passages dans ces allées.
- Les automates de petit format poursuivent leur circulation selon leur circuit habituel (hors des allées de rayonnage).

Par ailleurs,

Le Plan de Défense Incendie (PDI) prévoit explicitement la nécessité d'effectuer une levée de doute complète sur l'ensemble du site, y compris la partie automatisée, lors de tout déclenchement d'alarme incendie.

L'exploitant précise que la procédure spécifique de fonctionnement de la partie automatisée est intégrée aux formations incendie dispensées aux agents concernés. Aucune gestion différenciée entre les zones automatisées et non automatisées n'est prévue en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des éléments exposés par l'exploitant concernant le fonctionnement des automates, notamment la capacité de certains à sortir de la zone automatisée et les modalités de leur gestion en cas de déclenchement d'une alarme incendie, il apparaît nécessaire de solliciter l'avis du SDIS notamment sur les points suivants :

- L'acceptabilité de la poursuite du fonctionnement des automates de petit format lors du

déclenchement d'une alarme incendie ;

- L'impact sécuritaire lié à l'immobilisation des automates de grand format pouvant potentiellement obstruer les passages dans les rayonnages ;
- La pertinence et l'exhaustivité des informations délivrées lors des formations incendie à destination des agents concernant la gestion des automates ;
- La nécessité d'adapter éventuellement la gestion globale de la zone automatisée en situation de déclenchement d'alarme incendie.
- Garantir l'impossibilité pour les automates d'obstruer tout accès personnel en cas d'alarme.
- Vérifier la mise à jour si nécessaire du PDI.

Considérant que les modifications d'exploitation par des automates d'une partie de l'entrepôt, telles que décrites en partie ci-dessus, n'étaient pas définies dans le dossier d'autorisation :

Il est demandé à l'exploitant un Porter à Connaissance (PAC) dédié aux automates transporteurs utilisés sur le site, reprenant de manière complète l'ensemble des éléments de description et de fonctionnement de la partie automatisée de l'entrepôt et une évaluation des risques spécifiques liés aux automates. Ce PAC devra être soumis pour avis au SDIS et le cas échéant à l'inspection du travail. L'exploitant apportera les corrections nécessaires à la suite de ces avis, et transmettra ce PAC actualisé à la préfecture pour instruction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois